

## COMPTES RENDUS

Presses Universitaires de France | « Dix-septième siècle »

2016/3 n° 272 | pages 547 à 562

ISSN 0012-4273

ISBN 9782130733812

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-dix-septieme-siecle-2016-3-page-547.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
« Comptes rendus », *Dix-septième siècle* 2016/3 (n° 272), p. 547-562.  
DOI 10.3917/dss.163.0547  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

d'Études des Théâtres de la Foire et de la Comédie Italienne). On aurait d'ailleurs attendu un positionnement plus clair à l'égard de l'ouvrage récent de P. Beucé entièrement consacré à cette question. Si les deux premières parties reposent finalement sur la conscience d'une séparation entre les systèmes esthétiques, la troisième partie, plus brève et sous forme d'un essai, s'attache au « devenir vaudeville » de l'opéra. Revenant à la musique, envisagée comme un principe unificateur de ce paysage culturel, l'auteur propose une tentative de synthèse esthétique mais surtout une réflexion sur la thèse indiquée en introduction, plaidoyer pour une approche décloisonnée, « transmusicale », mais on pourrait d'ailleurs plus justement parler d'une « trans-institution », puisque le livre vise à montrer que la musique est la même. Pourtant, on peut s'interroger sur le caractère à la fois dense – d'où ses multiples usages – et très étroit du corpus des airs en effet repérés (ailleurs J. le Blanc emploie le terme de « best of ») au sein de cet ensemble théâtral complexe.

L'hypothèse d'un phénomène « socio-culturel » telle qu'elle est défendue ici reste cependant à cerner : en effet, même si l'auteur démontre que les créations étaient rarement parodiées, on peut s'interroger sur les contours du public visé. Le phénomène de la parodie ne tend-il finalement pas à définir un auditoire relativement étroit, ou, en quelque sorte, captif ? L'espace public qui est parcouru par cette musique devrait être mieux étudié, à l'aide par exemple de la réflexion d'H. Merlin-Kajman ou encore des travaux de S. Nancy, notamment sur la notion de partage qui constituerait la pierre de touche de l'opéra français. Il serait aussi utile d'inscrire la circulation musicale des airs d'opéra dans une histoire à la fois plus dense et plus longue, celle de la chanson politique attestée aux siècles précédents. On peut ainsi regretter que l'auteur, à l'instar de la plupart des spécialistes du théâtre forain, évacue la question de savoir comment un opéra français souvent envisagé dans la littérature musicologique comme un système allégorique encomiastique cohérent (cf. M. Couvreur, G. Burgess ou G. Cowart pour la période envisagée) a pu *fonctionner* en étant parodié. À ce titre, la violente et démesurée querelle des Bouffons aurait pu constituer un intéressant terminus pour l'étude. Du point de vue formel et esthétique, le livre ne s'étend pas sur la spécificité musicale française – par exemple sur le rapport entre mémorisation et musique à danser, rapidement évoqué dans la première partie. Le lien avec la chanson populaire, et notamment avec les airs du Pont-Neuf, qui semble un lieu à tous points de vue central pour la réflexion, où le vaudeville dialogue avec le style de Lully, pourrait être également approfondi et précisé.

Le livre de Judith le Blanc examine donc un domaine très riche, et s'il contribue à l'histoire du théâtre, il donne matière à réflexion sur les échanges inter-artistiques et la définition des phénomènes « culturels » qui s'élaborent à la charnière des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Laura NAUDEIX

Jérôme LOISEAU, « *Elle fera ce que l'on voudra* ». *La noblesse aux états de Bourgogne et la monarchie d'Henri IV à Louis XIV (1602-1715)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. « Annales littéraires de l'université de Franche-Comté. Historiques », 2014, 408 pages, 15 × 24 cm.

Cet ouvrage s'inscrit dans un ensemble récent d'études régionales qui ont profondément renouvelé notre vision des états provinciaux à l'époque moderne. Loin d'avoir été de simples relais de la fiscalité royale ou les seuls gardiens des privilèges de leur province, ces assemblées accompagnèrent souvent l'intégration de leur territoire au royaume de France. Dans cette histoire de longue durée et dans le contexte particulier de la Bourgogne du XVII<sup>e</sup> siècle, Jérôme Loiseau a étudié le rôle spécifique de la noblesse qui siégeait aux états. Comme l'indique le titre de son livre, elle ne s'opposa pas – ou assez peu – à la construction de l'État moderne : la

citation liminaire, due au maréchal de Villeroy et écrite à Mazarin pendant la Fronde, pourrait s'appliquer à l'ensemble de la période. Ce beau travail, à la croisée de l'histoire politique et de l'histoire sociale du second ordre, nous permet ainsi de mesurer avec finesse l'implication des familles nobles dans ce processus.

La composition des états a fait l'objet d'un traitement statistique particulier. Jérôme Loiseau disposait, en effet, de la liste des participants qu'il a placée sur une base de données informatique. Sur les 456 familles identifiées, 34 % ne siégèrent aux états que d'une façon très marginale, en n'y participant qu'une seule fois pendant tout le siècle. Un gros tiers (38 %) répondit aux convocations de manière occasionnelle, entre deux et six fois. Enfin, un bon quart des familles (28 %) peut être considéré comme « assidu » : leurs membres siégèrent aux états à sept reprises au moins, en se succédant parfois de génération en génération. Ce dernier pourcentage, relativement élevé, témoigne de l'intérêt des principaux lignages bourguignons pour l'assemblée : les Damas, les Clugny, les Choiseul ou les Jaucourt considéraient, en effet, leur participation aux états comme relevant de leur devoir et de leur dignité. Présents à la cour et à l'armée, ils se voyaient comme les intermédiaires naturels entre la Bourgogne et la couronne, et utilisaient les états à la fois pour conforter leur prestige provincial et leur position à la cour. Au-delà de ce cercle, Jérôme Loiseau a noté, à partir des années 1660, une augmentation sensible des effectifs, due au fait que plusieurs familles, naguère absentes, participèrent davantage aux états. Sans doute est-ce dû aux enquêtes de noblesse diligentées à cette époque par Louis XIV et Colbert, car l'admission aux états était considérée par les enquêteurs comme une bonne preuve de noblesse. Fort logiquement, cet essor de la participation des anciennes familles s'accompagna peu à peu d'une fermeture de l'assemblée aux anoblis de fraîche date, qui eurent beaucoup plus de difficulté que leurs prédécesseurs à y siéger.

Les relations entre la noblesse et la couronne étaient au cœur de la problématique de Jérôme Loiseau, et font l'objet de la seconde partie de son livre. La question était d'importance, eu égard au contexte bourguignon. Celui-ci était marqué, on le sait, par un rattachement relativement récent au royaume, mais aussi par une situation frontalière sensible. Les guerres de la Ligue avaient montré que la menace espagnole et impériale était très vive dans cette région. Au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, elle restait toujours pesante, même après l'annexion de la Franche-Comté en 1678. La couronne avait donc besoin de la noblesse pour défendre la frontière, et devait tenir compte, pour entretenir sa fidélité, des doléances qu'elle exprimait aux états. Jérôme Loiseau a tout naturellement cherché à évaluer ici l'influence des Condé, qui détenaient le gouvernement de la province. Son analyse minutieuse des « carnets » de la noblesse, qui indiquent les principales conclusions, voire les sujets abordés par l'assemblée, démontre qu'il n'existait pas à proprement parler de « parti du gouverneur » : l'influence de Condé au sein de la noblesse bourguignonne restait assez discrète, et ne suscita pas la structuration d'un parti d'opposition au gouverneur, face à un réseau de clients qui lui auraient été fidèles. La plupart des décisions se prenaient dans un large consensus, et le gouverneur n'apparaissait pas, malgré sa puissance personnelle, comme une personnalité clivante ou une menace pour les privilèges de la province.

Les nobles bourguignons ne se contentaient pas d'adopter des positions de principe pour défendre leur province contre les appétits fiscaux de la couronne : ils prenaient également une part active à des dossiers très techniques. Ils désignaient en effet des experts, les « élus », qui siégeaient entre chaque session et planchaient notamment sur la répartition concrète de la taille entre les communautés. Jérôme Loiseau montre que ces élus, bien qu'issus de lignages militaires, parvenaient fort bien à maîtriser les arcanes de l'imposition royale, tentaient de limiter l'augmentation des impôts dans les campagnes et proposèrent à plusieurs reprises de recourir à l'emprunt. Ce faisant, ils traduisaient au plan fiscal une ligne politique bien connue dans la noblesse, consistant à limiter l'alourdissement des impôts directs qui

concurrèrent ses propres prélèvements seigneuriaux, et à se présenter comme la protectrice du « bien commun » et l'intermédiaire naturelle entre la couronne et le « pays ».

Les nobles les plus assidus identifiés par Jérôme Loiseau aux états de Bourgogne étaient ainsi à la fois des notables et des relais. Ils permettaient à la couronne d'obtenir ce que vaille le consentement de la population à ses décisions, mais parvenaient aussi à les infléchir lorsqu'ils le jugeaient nécessaire. Grâce à cette assemblée, les principales familles de la région jouèrent un rôle essentiel dans l'absolutisme provincial, mélange d'autoritarisme et de dialogue qui perdura jusqu'à la Révolution. Le très solide ouvrage de Jérôme Loiseau permet d'en comprendre pleinement la logique sociopolitique.

Laurent BOURQUIN

Marion BRÉTÉCHÉ, *Les Compagnons de Mercure. Journalisme et politique dans l'Europe de Louis XIV*, Seyssel, Champ Vallon, coll. « Époques », 2015, 356 pages, 15 × 24 cm.

L'ouvrage de Marion Brétéché, tiré de sa thèse, propose d'étudier la naissance du journalisme politique d'analyse et d'opinion, sous l'impulsion de professionnels de l'information et de l'actualité dans les années 1680-1720. À partir de la restitution de la trajectoire d'une douzaine d'acteurs qui présentent la particularité d'être tous des exilés français aux Provinces-Unies n'ayant rien fait paraître avant leur venue au Refuge, l'auteur montre comment diverses pratiques d'écriture et de publication se cristallisent dans une forme éditoriale inédite, les « mercures de Hollande ». Cette appellation renvoie à une douzaine de titres rédigés en français et imprimés aux Provinces-Unies, qui analysent l'action des gouvernements au sein de « dissertations » reposant sur des « documents ». L'immédiateté de l'actualité y est scrutée dans sa profondeur temporelle selon une rhétorique du dévoilement qui dessine en creux une nouvelle figure d'expert, celle du « journaliste ». C'est dire que le contraste est grand avec les comptes rendus laconiques des gazettes qui prévalaient jusqu'alors. Au fil de l'enquête, l'émergence d'une histoire du temps présent européen apparaît donc dans sa dimension éditoriale, sociale et professionnelle.

Pour mener à bien ce travail qui vient indéniablement combler un vide historiographique, M. Brétéché examine les conditions d'apparition de cette presse politique en restituant l'activité plurielle de ces professionnels de l'information, qui se font aussi bien journalistes, historiens, secrétaires, pamphlétaires, espions, nouvellistes à la main et parfois historiographes. À partir des acquis de la sociologie de la littérature mais aussi des recherches du Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur l'Histoire du Littéraire (GRIHL), l'auteur croise une histoire sociale du journalisme, une histoire de l'information, une histoire politique des médias et une histoire des savoirs politiques.

Les sources mobilisées pour répondre à ce programme stimulant et exigeant sont riches et en grande partie inédites. L'important travail de collecte ainsi réalisé permet de porter un regard neuf sur la presse politique par la prise en compte simultanée de documents imprimés et manuscrits. Car l'analyse des mercures et de leurs paratextes, étudiés tant dans leur contenu que dans leur matérialité, recouvre une dimension nouvelle confrontée à l'examen minutieux de correspondances et de papiers d'État émanant des Pays-Bas (Archives nationales de La Haye), de France (Archives des Affaires Étrangères), d'Angleterre (State Paper Office et British Library) et de Belgique (Archives générales du royaume).

Trois parties intitulées « Des mercures et des hommes », « La fabrique des affaires du temps » et « Rassasier l'appétit nouvelliste ? » structurent le propos selon une construction logique et rigoureuse que l'auteur explicite de bout en bout. Après avoir circonscrit un objet éditorial inédit corrélé à une nouvelle figure d'auteur qui constituent le point de départ de